

De l'Éden amazonien au jardin du diable, regards des diplomates français en poste à Lima face à la crise de l'Orient péruvien et à la montée des revendications indigènes et ouvrières (1912-1923)

ALVAR DE LA LLOSA

UNIVERSITÉ LUMIÈRE – LYON 2

alvar.delallosa@univ-lyon2.fr

Sur un simple signe des États-Unis, notre enfant, le Panama, notre nourrisson, Cuba, nos pupilles, le Nicaragua, Haïti, etc. le Pérou et même le Brésil, déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Nous n'eûmes qu'à lever le doigt et ces dix pays entrèrent en Guerre contre une puissance qui ne leur avait rien fait¹.

1. Ce n'est pas aux spécialistes du latex, fût-il *guianensis*, voire *Castilla elastica*, ou mieux encore *Hevea brasiliensis* que l'on pourra enseigner beaucoup sur le caoutchouc. Autrement dit, il n'y aura ici aucun rebondissement. Néanmoins, le cas de l'Orient péruvien reste assez élastique. La jungle bibliographique, une littérature abondante sur le sujet, relègue trop souvent à la marge les implications planétaires, alors que, dans le cas du Putumayo, elles furent centrales puisqu'elles impliquèrent une commission internationale qui dévoila une sordide affaire de gros bénéfices nés de l'esclavage massif d'indigènes. Un cas assez rare de capitalisme – dont l'accumulation basée sur l'esclavage a été mis en lumière par Guido Penano (1988) –, qu'il convient de rapprocher du MPA marxien, dans ce qui était jusqu'alors représenté comme un jardin d'éden (Hardenburg, 1912). Il nous a paru séduisant de nous intéresser au regard porté par les diplomates français sur ce territoire aussi inconnu que convoité, alors même que l'un des leurs, Olivier Ordinaire (1845-1914), fut parmi les premiers à le traverser.

1 Mac Cumber, sénateur républicain, au sujet du nombre de voix dont les États-Unis doivent disposer dans la future Ligue des Nations, 1919. Il ajoutait qu'à l'avenir ces contrées « suivraient les États-Unis comme les satellites suivent une planète » N° 667, Washington, reçu le 9 octobre 1919, signé Jusserand. Pérou 53. CAD, Nantes, Lima, Politique extérieure, janvier 1912-décembre 1922, 367PO/1/53.

ser (1885) et à en livrer un témoignage non dépourvu d'intérêt ni d'enseignements. Les documents diplomatiques français laissent entrevoir la difficulté à se faire une image précise de la situation, tant les acteurs intervenants sont nombreux et les enjeux internationaux lourds. L'intérêt de ces documents est qu'ils observent les agissements de la Grande Bretagne et des États-Unis, ses alliés de la Grande Guerre, mais aussi ses principaux concurrents en Amérique latine. On se focalisera ici sur le regard que des diplomates français en poste à Lima portèrent sur les Orientés péruviens entre 1912 et 1923, une époque marquée par l'avant-guerre, la crise économique et institutionnelle post conflit mondial, la fin de l'Oncenio et l'arrivée de Sánchez Cerro (1930). L'époque est marquée par la Révolution mexicaine qui apparaît comme un moment de désordres et d'appauvrissement face au régime de « l'illustre vieillard », désormais exilé à Paris, qui avait rendu le pays – paraît-il – prospère :

Porfirio Diaz qui a gouverné pendant 25 ans en assurant à son pays des progrès matériels considérables et une situation financière florissante ; mais sans pouvoir inculquer à ses concitoyens le respect des droits de l'homme hors lesquels les bienfaits de la paix publique sont forcément limités aux époques où une main énergique réprime toutes les tentatives de l'anarchie comme a su le faire l'illustre vieillard (Portes, 16 II 1913, 1, CAD).

2. En ce début de période subversive le surgissement de l'élément indigène n'était pas remarqué.
3. En revanche, à partir de 1917-1918, l'époque est marquée par une apparition hypertrophiée de propagandistes dits bolchéviques, de toutes nationalités, et une augmentation de la visibilité des révoltes indigènes qui s'entremêlent aux revendications et insurrections ouvrières urbaines et côtières, les deux groupes subversifs employant – selon le regard de la classe dominante – la même violence contre les grandes propriétés. Face à cette montée de la question sociale, on observe comment la *Patria Nueva* de Leguía tente d'endiguer ces revendications, sans que ses stratégies autoritaires et populistes, et l'apparition de nouvelles classes intermédiaires, ne soient comprises par des diplomates français qui restent attachés aux anciennes élites et leur francophilie rassurante.

1. Quand le jardin du caoutchouc rebondit...

Les Anglais [...] ont parlé d'autant plus haut qu'ils savaient que pour cette fois-ci les États-Unis auraient la vue plus large et qu'ils oublieraient pour un jour l'inflexibilité des théories de la doctrine de Monroe : on dissimule la manœuvre en s'embusquant derrière des solutions spirituelles ; il ne fut question que de catéchisation d'infidèles, de dulcification des âmes au moyen des baumes de la foi et du culte.
(Portes, 12 I 1913, 2, CAD)

4. Si l'on trouve peu de documents concernant les Orientés avant 1912, notamment le scandale de 1905, le Putumayo refait néanmoins surface en 1913, inséré dans un contexte de relations internationales et par conséquent d'intérêts économiques divergents.
5. Début janvier 1913, l'arrivée d'une Mission catholique anglaise préoccupa le gouvernement Billinghurst (1912-1914) qui accusa l'administration antérieure de Leguía (1908-1912) de négligence face à ce qui était lu comme une intervention à peine voilée de la Grande Bretagne. Le ministre plénipotentiaire de France au Pérou dédouanait Lima de son manque de réactivité : « certes le grand éloignement du théâtre des soi-disant atrocités, la difficulté des communications vers une zone quasi sauvage mettaient un obstacle sérieux à une action rapide et conséquente des autorités péruviennes » ; tout en réprimandant Leguía qui avait trop attendu face aux « provocations et [...] menaces d'intervention peu voilées » (Portes, 1913 ; 1) de Londres, auxquels l'Europe avait eu tort de ne pas s'opposer. Du côté français, on considérait donc que les accusations de maltraitance des Indiens n'étaient qu'une manœuvre anglaise « de propagande honteuse » (Portes, 1913 ; 1) à laquelle on ne saurait prêter crédit. Aussi Leguía convint de l'envoi d'une mission religieuse d'Augustins de Lima au Putumayo, région que la congrégation connaissait d'autant mieux qu'« elle y a eu récemment deux martyres » (Portes, 1913 ; 1). La justification était renforcée : « il était logique qu'elle reprît la tradition des missions de race latine qui parcourraient le pays du temps des Espagnols » (Portes, 1913 ; 2).
6. La Mission devait venir d'Espagne, mais c'était compter sans le pape qui, « dans sa prévoyance pour les intérêts des infidèles qui habitent les ter-

ritoires de l'Amazone, avait accédé à la demande de la Chancellerie britannique » (Portes, 1913 ; 2). Ainsi donc, des franciscains britanniques furent choisis, ce qui, au dire du Français, était un affront fait à Lima par le Vatican, un non-respect des accords d'exclusivité concédés à l'État péruvien sur ce qui concernait son pays (Portes, 1913 ; 3). On supposait que l'impunité « dont semblent avoir joui jusqu'à présent les criminels dénoncés par l'Angleterre » (Portes, 1913 ; 3) conduisait le Vatican à préférer Londres à Lima. Arrivé au pouvoir en 1912, Billinghamurst accepta, « préférant exposer la dignité nationale à une légère atteinte, que d'encourir les reproches de l'épiscopat péruvien qui n'admettait pas le blâme infligé à Sa Sainteté et empêcherait d'ailleurs le départ de toute Mission qui ne serait pas agréable à Rome » (Portes, 1913 ; 3). Six Britanniques arrivèrent à Iquitos, mais l'habit ne fit pas le moine. On découvrit, ou on voulut voir, parmi les révérends missionnaires « envoyés par la perfide Albion », mandatés « "pour répandre parmi les infidèles les trésors de la foi" » (Portes, 1913 ; 3), des ingénieurs capables de seconder l'expansion d'ambitions commerciales et industrielles, et fort éloignés du désintéressement officiel britannique (Portes, 1913 ; 4).

7. À cela s'ajoutait la création votée par le Congrès péruvien d'un évêché dans le Loreto. Restait à savoir si le pape, « influencé par la Chancellerie Anglaise » (Portes, 1913 ; 4), ne désapprouverait pas le nouveau diocèse et préférerait mettre en vigueur les décrets existants qui autorisent, « dans les régions sauvages », l'installation d'un vicaire apostolique, personnage plus à même de seconder la mission de la confrérie anglaise, puisqu'il ne serait pas, comme un évêque, solidaire de l'Église péruvienne.

8. Il est vrai qu'au dire du ministre de France, l'Église péruvienne n'avait pas bonne mine. Avant d'entamer une tournée dans le sud du Pérou (Arequipa, Cuzco) en 1922, le nonce apostolique Mgr Fetrelli avait dévoilé au Français le but de ce long voyage : se rendre compte de la récente extension de la propagande protestante – et étudier les moyens de la combattre – qui s'était accentuée depuis l'arrivée de la mission étasunienne qui dirigeait l'Instruction publique péruvienne. Les enseignants étasuniens (instituteurs ou professeurs) distribuaient des Bibles et critiquaient à qui mieux le catholicisme. Cela n'était pas pour déplaire à certains secteurs de la société péruvienne. Les tentatives de réforme de l'attitude du clergé étaient restées sans effet : « Les mœurs du clergé, tout du moins du clergé de province, restent déplorables. La vie des curés de village est trop souvent un scan-

dale » (Manuscrit, n° 31, 2, CAD). Des prêtres demandaient encore au Saint-Siège l'autorisation de se marier. Si à Lima le clergé faisait preuve de plus de tenue, on rencontrait encore des religieux dont la conduite était répréhensible : « beaucoup des moines qui peuplent ses nombreux couvents se sont laissés peu à peu aller à une vie de fainéantise, se contentant de manger, de boire et de dormir » (Manuscrit, n° 31). En accord avec l'archevêque, le nonce comptait sur l'appui de prêtres étrangers, notamment français et espagnols, qui déjà l'accompagnaient dans sa tournée méridionale (Manuscrit, n° 31).

9. En 1923, la tentative de consécration du Pérou au Sacré-Cœur de Jésus provoqua de graves protestations dans la presse et parmi les universitaires qui manifestèrent avec les ouvriers (Dejean, 30 V 1923, MAE). L'arriération de l'Église était patente. Certains pensaient qu'il « eût mieux valu » que Mgr Lisson, archevêque de Lima, « fût laissé à son évêché de Chachapoyas, chez les Indiens et les Cholos de l'Amazonie » (Dejean, 30 V 1923, MAE).
10. L'Affaire du Putumayo se résorbait donc dans un jeu complexe entre Lima, Londres et le Vatican qui, ne l'oublions pas, avait offert en juin 1912 l'encyclique *Lacrimabili Statu Indorum* prenant la défense des Indiens. Tout en portant un regard intéressé sur une région riche, le Vatican préférait donner raison à Londres, lieu des dénonciations de l'exploitation éhontée des indigènes, censurant ainsi l'Église péruvienne qui n'avait pas dénoncé les faits. En l'informant de l'affaire, un ministre péruvien avait confié au ministre de France que trop de gens y trouvaient leur avantage « à enseigner le crédo aux Indiens dans la langue des Sherlocks Holmes [SIC] » (Portes 12 I 1913, 4, CAD) référence sans doute ironique au rôle joué par Roger Casement et son rapport livré au Foreign Office le 5 février 1912, dénonçant la réalité et les auteurs de la situation dans le Putumayo. On assistait donc à un questionnement des relations de l'État péruvien et de l'Église et le remplacement des Missions par des industriels extracteurs.
11. L'affaire du Putumayo se prolongea. Dès sa publication aux États-Unis, Jusserand, ambassadeur de France à Washington, remarquait l'intérêt de cette publication pour connaître « les relations de plus en plus étroites [...] entre les États-Unis et les Républiques latines » (Jusserand, 24 IV 1913, CAD), et envoya à ces collègues de Lima et du Quai d'Orsay un

exemplaire de *Slavery in Peru* [United States, 1913], compilation de documents diplomatiques que la Chambre des Représentants avait demandés au Département d'État, « afin de l'édifier sur le sort réservé aux habitants de la région du Putumayo » (Jusserand, 25 IV [1913], 1, CAD).

12. La première partie du volume reprend l'enquête menée par le consul étasunien Stuart J. Fuller et son homologue britannique Geo B. Michell à Iquitos à l'été 1912 ; la seconde partie contient les correspondances échangées entre les États-Unis et la Grande Bretagne à ce propos ; la troisième reproduit le *Blue Book* anglais sur l'affaire. Il ressortait de ces documents, en particulier de la lettre de Philander Chase Knox (1853-1921), républicain, et secrétaire d'État de 1909 à 1913, sous la présidence de W.H. Taft, que « les faits déplorables signalés par la presse ont bien été reconnus exacts » (Jusserand, 7 III 1913, 2, CAD), mais que le gouvernement des États-Unis avait confiance dans celui du Pérou « pour y mettre un terme » (Jusserand, 7 III 1913, 2, CAD).
13. Suite à cet envoi, et au commentaire de Jusserand, le ministre français au Pérou évoquait désormais les « cruautés dont ont été victimes les habitants de la région du Putumayo » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD). On était loin de la phraséologie, « des soi-disant atrocités », tendant à disculper l'État péruvien. Mais la défense de Billinghamurst se prolongeait, puisque selon le Français, dès avant son accession à la présidence, il avait manifesté « le ferme désir de mettre fin à l'indigne exploitation des malheureux Indiens et à châtier les auteurs du traitement inique qui leur avait été infligé » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD).
14. Ces bonnes dispositions n'avaient pas été suivies d'effet parce que les coupables s'étaient échappés par-delà les frontières et « le plus compromis de tous » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD ; 2), Arana, était à Londres où il s'efforçait de « rejeter sur ces complices tout le poids des opprobres dont il a été le principal à bénéficier » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD ; 2). Pour le Français, la situation au Putumayo était transformée. L'enquête des consuls britannique et étasunien sur les « faits scandaleux dont la région amazonienne du Pérou » avait été le théâtre, et dont les résultats avaient été publiés par Londres et Washington, avait offert au Pérou une notoriété cruellement ressentie par Lima qui cherchait à nier en partie ces événements et « faire en sorte que l'état de choses [soit] désormais conforme au bon ordre des nations civilisées » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD ; 2).

15. Selon le Français, son homologue britannique lui avait assuré « que les Indiens sont aujourd'hui [correctement] traités, que leurs salaires sont assez régulièrement payés et que l'on cesserait même, jusqu'à un certain point, d'exploiter leurs vies et leur ignorance ». Selon le Britannique, un tel changement d'attitude était dû à l'action de la mission catholique anglaise qui parcourait depuis trois mois les districts où l'on récoltait le caoutchouc et « dont l'influence s'est fait, dès le premier moment, sentir tant sur la conscience, ou du moins sur la manière d'être, des traficans [*sic*], que sur l'esprit encore sauvage des natifs que les cruautés avaient, à juste titre, rendus méfiants et dont la plupart renonçant aux maigres bénéfices dont ils se voyaient si souvent frustrés, avaient regagné leurs forêts » (Jusserand, 25 IV [1913] CAD ; 4).
16. L'arrivée à Lima d'exemplaires du document officiel étasunien [United States, 1913] provoqua une nouvelle vague d'indignation contre cette Grande Bretagne qui avait dénoncé « les cruautés dont ont été victimes de malheureux Indiens dans les forêts caoutchoutières de l'Amazonie » (Portes 3 V, 1913, CAD). Elle se voyait alors accusée de diffamation contre le Pérou. La presse se déchaîna, s'interrogeant sur comment des magistrats anglais pouvaient rendre une sentence sur des actes passés en territoire péruvien. C'était un outrage à la souveraineté du Pérou qui n'était en aucune sorte une colonie de Londres (Portes 3 V, 1913, CAD ; 1) ni un pays barbare. Seul le Pérou avait qualité pour enquêter et châtier (Portes 3 V, 1913, CAD ; 2).
17. Que cachait l'intervention anglaise, pourquoi et par qui avait-t-elle été permise ? Le Pérou connaissait le droit international, et Lima pouvait envisager de rompre ses relations avec Londres comme il l'avait fait avec le Chili (Portes 3 V, 1913, CAD ; 2). Le représentant français rapportait, qu'impassible, son homologue britannique avait lâché : « much ado about nothing » (Portes 3 V, 1913, CAD ; 2).
18. En août 1913, la crainte d'une intervention étasunienne au Mexique – qui aura lieu en 1915 – se précisait, quand Robert Bacon, ex-ambassadeur étasunien à Paris, entreprit une tournée de trois mois en Amérique du sud pour propager « l'idée de la paix internationale et [...] obtenir [...] l'adhésion et la coopération des Républiques latines » (Portes, 31 VIII 1913, CAD) par le biais d'intellectuels. Périple et propagande furent payés par Carnegie qui y consacra 10 millions de us\$.

19. Bacon affirmait que les États-Unis ne désiraient « d'autre conquête que celle de la paix » (Portes, 8 XI 1915, 2, CAD). La presse limègne célébra cette doctrine d'Elias Root. Encore fallait-il, selon le représentant français, que « l'attitude adoptée par le Gouvernement de Washington dans l'affaire mexicaine ne [viennent] donner aux paroles de désintéressement de Mr Bacon le démenti le plus formel » (Portes, 8 XI 1915, 2, CAD), alors que les dirigeants latino-américains, au contraire des étasuniens, se rangeaient derrière Victoriano Huerta (Portes, 8 XI 1915, 2, CAD). Le parallèle entre la relation Washington-Mexico, et la tension régnant entre la Grande Bretagne et le Pérou est facile à établir.
20. La contre-offensive de Julio Arana, qui avait liquidé sa compagnie en octobre 1911 (*The London Gazette*, October 6, 1911), ne tarda pas. Depuis Manaus, il envoya à toutes les légations une lettre et des brochures imprimées à Barcelone, affirmant être victime « d'une longue série de chantage que le Foreign Office » avait permise car il y trouvait son intérêt, que Sir Roger Casement était sous l'influence des agents de la Colombie. Il annonça une publication à venir plus conséquente qui éclairerait « cette peu sympathique affaire du Putumayo » comme la qualifiait le Français (Portes, 26 X 1913, 2, CAD). Plus rien ne figure dans la bibliothèque du Quai d'Orsay... ce qui rend non identifiable les ouvrages).

2. Quand la subversion internationale se mêle aux Indiens...

La propagande communiste est faite au Pérou par des catalans spécialement envoyés en Amérique du sud par l'Internationale bolchéviste. Le Chili s'est débarrassé, paraît-il, de ces semeurs de révolte mais ici [...] ils prêchent partout leur doctrine sans être sérieusement inquiétés. À Lima même ils multiplient leurs conférences populaires.
(Dejean, 5 IX 1921, f° 85 v°, MAE)

21. La fin de la décennie fut marquée par l'extension de la question sociale. Évoquant sans doute la *Semana Trágica* où, du 7 au 14 janvier

1919, plusieurs centaines (700 ?) de grévistes furent assassinés à Buenos Aires, le représentant français déclarait qu'« Il était fatal que la propagation des idées socialistes qui, à la suite des graves événements de Buenos Aires, a fait peu à peu son chemin dans toute l'Amérique du sud, s'étendit aussi au Pérou » (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE). La hausse des prix des matières premières en 1917 et 1918 avait permis « un état de prospérité qui n'avait jamais été atteint jusqu'alors » (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE). Le prix des denrées alimentaires était stable. Rien ne devait aider la subversion, d'autant que

La classe ouvrière qui, dans son ensemble, est ici assez inculte, imprévoyante et peu laborieuse, ne paraissait nullement prête à entamer une lutte pour améliorer son sort d'ailleurs assez acceptable, en raison du taux général des salaires et des conditions douces du travail. La journée de huit heures et même moins, était ici un usage général assez commun dans la pratique, sans qu'il soit besoin de réglementation spéciale. Les organisations socialistes étaient encore à l'état embryonnaire et s'occupaient plus volontiers de questions de politique intérieure ou nationale que de réformes sociales (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE, p. 2, f°30 r°).

22. Certes, des grèves, des sabotages de chemins de fer et l'incendie de la gare de Trujillo étaient à déplorer, mais la période électorale approchant le gouvernement promulgua la journée de huit heures (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE, p. 2, f°30 r°), et le patronat, « dans son ensemble, accorda aux employés et ouvriers la semaine anglaise et des relèvements de salaires dépassant les 25% » (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 3, f° 31 r°). Bref, un éden social, sauf qu'une augmentation salariale de 25% suppose des salaires de départ très bas...

23. Les nouvelles d'Europe, « le développement du maximalisme » et les événements de Montevideo et Buenos Aires « ne tardèrent pas à produire leur inévitable répercussion » (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 2, f° 30 v°), conduisant à une grève « sans raison spéciale » à Lima et au Callao en novembre 1918. À cela s'ajoutait les milliers de travailleurs chassés des *salitreras* chiliennes, sans ressources, sans travail, déracinés, travaillés par la propagande des Espagnols chassés d'Argentine et d'Uruguay, sans compter les agents de Berlin aidés par les Chiliens... (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 4, f° 31 v°). On avait même entendu le tribun socialiste argentin Alfredo Palacios s'adresser à la classe ouvrière péruvienne (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 4, f° 31 v°). L'explication résidait dans l'enchaînement causal.

24. Le 3 juin 1919, la grève générale éclata :

Les violences de la foule, composée de la partie la plus pauvre et la plus inculte de la population, de femmes et d'enfants dirigés par une quantité de malandrins armés, portèrent principalement sur les marchés et les magasins d'alimentation, qui, surtout, dans les faubourgs, sont tenus presque exclusivement par des chinois. Des boutiques furent pillées, leurs propriétaires battus ou blessés, quelques-uns tués (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 5, f° 32 r°).

25. Au Callao, des magasins furent incendiés. Ce mépris du Chinois, on le retrouve à la même époque même sous la plume de Mariátegui, sans doute le lien entre accapareur et asiatique est vite établi. Toujours était-il que les dommages subis par les fils de l'Empire du Milieu s'élevaient à un million de soles (+/- 3 millions de francs), et ceux dont étaient victimes les Italiens, à un million de francs. Le Trésor péruvien était incapable de rembourser. Mais l'État s'engagea à améliorer les transports, baisser les taxes, améliorer les surfaces cultivables près de la capitale, afin de faciliter l'obtention d'aliments et donc d'en baisser le coût, et par conséquent le prix de vente. Cependant la vérité était que les cultures vivrières avaient disparues remplacées par le coton, beaucoup plus rémunérateur.
26. La loi martiale fut proclamée, la répression s'abattit, les emprisonnements furent légion des journaux saisis, des imprimeries fermées, les rassemblements interdits, et on dénombra une dizaine de morts, plusieurs centaines au dire du représentant français (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 5-6, f° 32 r°-v°). Callao résista quelques jours de plus.
27. Face à tant d'étrangers, la police péruvienne était débordée, aussi l'obligation du passeport avec photo fut instituée, avec visa pour tout étranger de plus 12 ans. Mise en place, une section de surveillance des étrangers s'occuperait particulièrement de ceux arrivés depuis six mois (Ribot, 5 VI 1919, 1, MAE p. 8, f° 33 v°).

3. Cervantes contre Pizarro : mutinerie dans la Jungle

28. Arriva 1921, la fête du Centenaire. La situation financière était au plus bas, Leguía avait tout sacrifié pour ces célébrations qui « devaient être l'apothéose de son gouvernement » (Dejean, 5 IX 1921, MAE). Les fêtes furent réussies, mais coûtèrent « des sommes considérables ». Le trésor public restait vide. La vanité des Limègnes était flattée par la présence de visiteurs étrangers qui renforçait le prestige du Pérou. Mais, selon le ministre français, si la Capitale était satisfaite et le chef de l'État était

acclamé, la province qui n'avait « point participé à ces réjouissances, est beaucoup moins disposée à s'en enorgueillir » (Dejean, 5 IX 1921, MAE). Cette posture, on le verra, aura son incidence, car les fonctionnaires et la troupe n'y était pas payés, et « les écoles, les orphelinats, les hôpitaux ne reçoivent pas les subventions mensuelles prévues au budget » (Dejean, 5 IX 1921, MAE) ; 2, f° 86 v°]. La vie y était chère, les dettes s'accumulaient, la presse censurée empêchait qu'on en parlât dans les gazettes de Lima. Dans la vallée de Chicama, principal centre de production sucrière, « une agitation de caractère communiste inquiète les propriétaires et ruine la région » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 2). Les révolutionnaires s'en prirent aux haciendas des propriétaires ennemis du régime qui laissa faire, puis le mouvement le déborda. Seule « la résistance de tous les éléments sains de la population » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 2) pourrait enrayer le mouvement affirmait le ministre de France.

29. Les lampions éteints, la réalité revint. Ainsi, personne ne s'étonna que la garnison d'Iquitos se soulevât. Le représentant français avait informé sur la « situation précaire » de la province du Loreto « qui ne tient au Pérou que par des liens administratifs, et qui par son éloignement, le caractère de son climat, de ses forêts, de ses cultures et de son commerce, est en quelque sorte, une dépendance du Brésil » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 3). Il avait indiqué que si Lima ni prenait garde, elle risquait de perdre « cette grande province orientale qui, à l'époque où le commerce du caoutchouc était prospère, procurait à elle seule, à l'État près de la moitié de ses recettes douanières » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 3). Pour le Français, si le gouvernement devait ménager une province, c'était celle-là. Malgré les avertissements des Lorétaniens, et en dépit de la mutinerie de la garnison d'Iquitos, la solde ne fut pas versée pendant sept mois et les fonctionnaires ne furent pas payés pendant un an (Dejean, 5 IX 1921, MAE). Fin 1921, à la tête des insurgés, le capitaine Guillermo Cervantes s'empara des fonds de la Banque du Pérou et de Londres. Du Loreto, la rébellion gagna l'Amazonas et San Martín. Deux cents soldats et 2.000 « paysans » s'emparèrent de Yurimaguas, Putumayo et Caballococha. Mouvement sans caractère politique, il l'acquiesça quand les hommes politiques déportés, non en Australie comme initialement prévu, mais au Costa-Rica, entrèrent en contact avec lui, ou d'autres proscrits comme Augusto Durán, chef du Parti libéral exilé en Bolivie ou à Tacna (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 4).

30. Aux ordres d'Alcade « qui connaît bien, dit-on, l'Orient péruvien », une expédition sortit de Tarma. De Pacasmayo, des officiers partirent pour encadrer ceux qu'on enrôlerait dans un Amazonas déjà contrôlé par l'insurrection. Le commandant Pizarro prit la tête de cette reconquête dont la campagne « sera [...], longue, pénible, hasardeuse, elle coûtera très cher ». La sentence du représentant français était sans appel : « Il est très douteux qu'elle réussisse » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 4). Déjà des dissensions entre haut-officiers se faisaient sentir : le général Vassal, chef de l'état-major n'avait pas été consulté. La gravité de la situation était vue avec justesse par le ministre de France qui caractérisait l'événement comme une « guerre civile », le « prélude de graves événements » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 4). L'analyse du Français avait gagné en finesse. Ce n'était pas un conflit entre militaires, mais une guerre sociale, car « Le Gouvernement ne s'est pas contenté d'abandonner à la misère et à la faim la population blanche et métissée des provinces amazoniennes. Par la suite de je ne sais quelle aberration, il réduit au désespoir les indigènes » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 4). À ce propos, il remarquait que le Centenaire avait donné l'occasion aux Indiens, « pour la première fois », de se réunir en congrès à Lima afin de présenter leurs doléances à Leguía : « On sait qu'ils sont exploités sans pudeur depuis des siècles. Personne n'a prêté la moindre attention à ces pauvres gens et le Président Leguia n'a pas voulu les recevoir » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 5).
31. Conscient de la nouveauté, le représentant français joignit à sa dépêche l'extrait de *El Tiempo*, le seul journal de la capitale qui fit écho au congrès, affirmant que s'ils n'avaient été reçus c'était parce que « les exploités de ces indigènes occupent en grand nombre de hautes situations à Lima et ce sont eux qui par leur influence auraient empêché le Chef de l'État d'accueillir les délégués de la race opprimée » (Dejean, 5 IX 1921, MAE ; 5), épargnant ainsi Leguía de toute critique. Le changement de regard et d'attitude du ministre de France est appréciable.

La tragedia indígena

Sobre una "Carta Abierta" al Jefe del Estado

Por primera vez en su vida de esclavitud, reuniéronse en congreso. Hace pocas semanas, en los días del centenario nacional, los genuinos representantes de nuestra población aborigen. El congreso pasó desapercibido. Nadie se ocupó de él. Nadie le hizo el menor caso, como si los indígenas fueran extranjeros, y como si la República estuviera formada únicamente por el escaso número de semi-blancos y el millón y medio de criollos y negros que pueblan la costa.

Se vió con la mayor indiferencia aquella asamblea humilde en la cual unas cuantas decenas de representantes de la raza que poblaban el formidable Imperio del Sol, discutían serios problemas latentes en el país desde el día en que los conquistadores españoles hollaron el suelo peruano. Serios problemas que afectan profundamente al porvenir del país, por mucho que las llamadas clases dirigentes se aferran a la idea de que el indio es un elemento negativo para el progreso de la República. Así lo hicimos constar oportunamente en nuestras columnas desde las cuales hemos batallado con energía en favor de la raza.

La carta abierta que ha publicado un diario local, nos obliga nuevamente a ocuparnos del congreso. En la citada carta los 48 representantes indígenas exponen al Presidente de la República algo que solivianta el espíritu. Algo que sólo puede tener explicación en el empuño con que los subalternos de las oficinas de Palacio cierran a piedra y lodo unas puertas que deberían de estar abiertas siempre para los que van a la Casa de Pizarro, no a mendigar una prebenda que se traduzca en una carga más para el exhausto presupuesto de la Nación, sino a pedir que el poder les ampare contra las exacciones de una banda de mathechores que asesinan y roban en la mayor impunidad, amparados por los hombres que ejercen autoridad judicial o política en las provincias.

Realizando toda clase de sacrificios para costear sus gastos de viaje y estadía, los representantes indígenas trasladáronse a Lima. Se reunió el congreso, el cual tomó una serie de importantes acuerdos relacionados con la situación insostenible y dolorosa de la raza. Y cuando los representantes acuden a la mansión oficial para solicitar del Jefe del Estado que interponga su autoridad suprema entre ellos y sus explotadores; y para que se interese a fin de que el Congreso Nacional considere aquellos acuerdos, se les cierra las puertas de Palacio. Se les trata como a una ramera de mendigos que importunan. Se les hace esperar inútilmente. Arrastran su dolor y sus harapos una y otra vez por los pasillos presidenciales, consiguiendo que se afirmen en la conciencia de los indios, la idea, que es casi una convicción, de que hasta los gestores supremos de la República se han confabulado con los gamonales para dar fin a la población autóctona.

No vamos a suponer por un momento que el Presidente de la República se haya negado a recibir a los congresales indígenas. Sabemos bien — y así lo hemos hecho constar en estas columnas — en ocasión de la visita de los comunitarios de Pachitea, de Puno, etc., — que el problema indígena constituye una de las mayores preocupaciones del jefe del Estado. Lo que probablemente ocurre, debe, que decirlo con toda entereza, es que los gamonales residentes en Lima, muchos de los cuales ocupan cargos públicos, en vez de encontrarse en poder de la justicia, están ejercitando influencias para que se impida el acceso de los indios al despacho del Presidente con el objeto de que el señor Leguía no tome conocimiento de las reclamaciones.

I.

32. Autre titre de la presse de Lima, *El Comercio* publia à la mi-septembre le manifeste des insurgés d'Iquitos — avec laquelle la capitale fut sans contact pendant cinq semaines — qui reprochaient souffrir les « conse-

cuencias de la absoluta desatendencia del poder central » (*El Comercio*, 7 VIII 1921) qui laissait libre d'agir des préfets vénaux, que Lima faisait la sourde oreille aux plaintes, « llegándose a la triste conclusión de hoy, en que materialmente no se puede vivir », et que « el Estado no abona sus obligaciones », les défauts de paiement de la troupe, des fonctionnaires (« maestros y policías »), le contrôle par les commerçants des fiches de paie sur lesquelles ils appliquaient un taux d'usure de 75%. Autre reproche de taille : les autorités locales n'avaient pas célébré le Centenaire alors que « le Gouvernement est prêt à aliéner la riche région du Putumayo » (*La Bâtie*, 14 IX 1921, MAE). Là surgissait le problème de la délimitation des frontières avec la Colombie qui supposait un retrait dérangeant le nationalisme militaire.

33. L'analyse du manifeste montrait que le mouvement était favorisé par les colons et les cultivateurs qui se disaient sacrifiés aux commerçants d'Iquitos qui monopolisaient la vente extérieure de leurs produits, et ils réclamaient le droit de planter le tabac hors de tout contrôle du fisc ainsi que d'exploiter le sel de Huallaga et une baisse des tarifs douaniers, notamment pour les machines extractrices (*La Bâtie*, 14 IX 1921, MAE ; 2, f° 38 r°).
34. À cela s'ajoutait des dénonciations concernant l'ensemble de la Nation : abus du pouvoir central, ruine des institutions représentatives, exil d'hommes politiques, libertés individuelles et de la presse bafoués autant que le pouvoir judiciaire.
35. Le croiseur Lima, qui devait attaquer Iquitos par l'Amazone, renonça. Apparemment sans stratégie ni moyens, Lima laissait pourrir la situation : « On parle [...] de laisser la rébellion se consumer sur place : [...] qu'elle manquera de vivres pour entretenir une force armée de quelques milliers d'hommes, et que les insurgés finiront par se battre entre eux » (*La Bâtie*, 14 IX 1921, MAE ; 2, f° 89 r°).
36. Pour le représentant français, l'affaire du Loreto avait permis à l'État de prendre conscience de « la faute politique commise à l'égard des indigènes » (*La Bâtie*, 14 IX 1921, MAE ; 3). Leguía reçut finalement une délégation d'indigènes, et « on a même été heureux de découvrir un prétendu descendant des Incas pour lui accorder une audience spéciale » (*La Bâtie*, 14 IX 1921, MAE ; 3). À la suite de quoi, un décret créa un bureau des affaires indigènes au ministère du Fomento. Rappelons que l'article 44 du Code

pénal considère en 1924 les habitants de l'Orient comme des « sauvages y semisalvages » (Hurtado Pozo, 1987 ; 49 et 25).

37. On observe donc la convergence de requêtes émanant de divers secteurs sociaux en crise à un moment où le cycle d'opulence provoquée par l'exploitation du latex se ferme. L'affaire du Loreto est un déclencheur de revendications nationales et elle facilite la prise de conscience du problème indien.
38. Un mois plus tard, aucune nouvelle ne filtrait des événements d'Orient. Le gouvernement publia des télégrammes du sénateur Pizarro : face au bataillon Amazonas les insurgés avaient fui la province vers Iquitos dont on ne savait rien, notamment des étrangers installés. Quant à l'insurrection, « Il est probable que, faute d'argent, de vivres et de munitions, les insurgés seront réduits à l'impuissance et forcés bientôt à fuir ou se rendre » (Dejean, 14 X 1921, MAE).
39. Le problème social indigène s'étendait : vers Puno, les Indiens soulevés pillaient des haciendas, « massacrant leurs propriétaires », jacquerie qui « a été réprimée violemment » (La Bâtie, 14 IX 1921, MAE ; 2) ; au nord, vers l'Équateur, des troubles provoqués par les réfugiés politiques conduisirent Lima à envoyer un régiment à Tumbes.
40. Au début novembre, des nouvelles arrivèrent : les télégrammes du colonel Pizarro étaient exagérés. Le préfet d'Amazonas livra une tout autre version, les troupes de Pizarro n'avait fait fuir que des éclaireurs de Cervantes. Yurimaguas occupé par Pizarro avait été évacué et au lieu de descendre les affluents du Marañón, il rejoint Chachapoyas, prétextant la maladie. Les exilés que Leguía avait envoyés au Costa Rica, notamment le colonel González, rejoignaient Cervantes à Iquitos via Guayaquil. À Lima, les arrestations arbitraires se poursuivaient (Dejean, 7 XI 1921, MAE). Le bataillon Amazonas licencié, Pizarro rentra à Lima.
41. On craignait qu'étant près de Chachapoyas, le colonel González ne s'en emparât et que le nord se soulevât. Déjà Piura était en ébullition. Le bruit courrait d'une expédition depuis le Brésil. Rarement l'Orient n'avait autant pesé sur la vie politique du Pérou.
42. À la mi-octobre, un télégramme des consuls étrangers d'Iquitos envoyé à leur homologue britannique à Para demandait l'envoi d'un navire

de guerre brésilien pour les protéger (La Bâtie, 23 XI 1921, MAE). L'affaire devenait prétexte à une intervention brésilienne.

43. À la fin de l'année, la rébellion d'Iquitos s'éteignit. Parti pour Cajamarca, González fut vaincu près de Yurimaguas. Sans vivres, répudiés par la population, les rebelles abandonnèrent Iquitos rejoignant l'Équateur par le Napo. Le télégraphe non rétabli, les nouvelles circulaient peu. Seul le représentant allemand, le baron von Humboldt, reçut des nouvelles en octobre. Les commerçants avaient subi les vexations de la junte révolutionnaire qui avait émis des bons pour 40.000 livres péruviennes que les premiers refusaient, ce qui entraînait une amende de 5.000 £ et la possible fermeture de leurs commerces, voire leur expulsion de la ville. Les consuls des puissances européennes, latino-américaines et chinoise, eux-mêmes commerçants, avaient protesté. Celui d'Allemagne fut emprisonné ; les Chinois maltraités, voire torturés. Des réclamations auprès de Lima étaient sans doute à prévoir (Dejean, 9 I 1922, MAE).
44. Le 18 mars 1922, le ministre français reçut enfin des nouvelles du consul d'Iquitos. Expédiés le 18 décembre 1921, le courrier avait pris la voie habituelle... passant par... New York. L'insurrection d'Iquitos s'était traduite pour les commerçants par la réquisition de marchandises, d'armes, de chaloupes à vapeur, et des menaces (Dejean, 20 III 1922, MAE et rapport consul Iquitos, II 1922, MAE). Un rapport consulaire exposait les événements depuis août 1921. Il apparaissait clairement que le non paiement de la solde des fonctionnaires (un arriéré de 80.000 £) avait été le déclencheur : « Le Gouvernement péruvien était donc entièrement responsable de la révolte de ses troupes et de ce qui [...] suivi ». Nouvelle réjouissante, car elle devait obliger l'État péruvien à payer des indemnités aux commerçants étrangers.
45. Les revendications politiques des insurgés étaient apparues plus tard quand ils entrèrent en relation avec le général exilé Óscar Benavides (président de la République en 1914-1915) (Sarre, 30 XI 1921, MAE). Si les Iquitégnés avaient pu poursuivre avec le Brésil leur commerce qui les aurait nourris et contentés, « la révolution se serait étendue aux provinces voisines et aurait emporté le régime » (Dejean, 4 IV 1922, MAE). Le représentant français concluait que c'est « l'attitude de la grande République voisine qui a sauvé le Gouvernement du Président Leguía ». Les réclamations des Français d'Iquitos s'élevaient à 9.946.598 £, 5 soles, 98 centavos, soit

575.000 francs (Dejean, 23 VIII 1922, CAD). Mais déjà le ministre d'Allemagne au Pérou s'était vu répondre que Lima ne payerait rien. Pourtant, « le Gouvernement péruvien devrait [...] être tenu pour responsable des conséquences graves pour les étrangers qu'entraîne sa détestable gestion financière ». Le ministre français ne se faisait aucune illusion, les démarches seraient infructueuses (Dejean, 23 VIII 1922, CAD).

4. Des Yankees dans la Jungle

46. À la même époque, les États-Unis augmentaient leur mainmise sur le Pérou. Obtenant de Londres – ruinée par la Guerre – que New York lui rachète ses £ sterling, Lima obtint un prêt en dollars. En octobre 1921, suite à la hausse des cours du coton et du cuivre, voire du sucre, la situation commerciale s'améliora, la monnaie se revalorisa, les importations reprirent. Lima envisagea trois emprunts de 10 millions de dollars chacun. Comme garantie, le Pérou aliéna ses impôts, le guano et ses salines. La création d'une Banque nationale – dont le directeur serait étasunien – viendrait parfaire l'ensemble de l'opération. « C'est le Pérou remis pieds et poings liés aux Américains, c'est le Pérou devenant pour ainsi dire colonie américaine comme Cuba, Haïti, Santo-Domingo, Panama... » (Dejean, 7 X 1921, MAE). Déjà ils contrôlaient l'Armée et la Marine.
47. Visionnaire, le Français concluait : « le pays n'aura plus qu'une indépendance nominale mais ses progrès matériels peuvent-être considérables » (Dejean, 7 X 1921, MAE).
48. Des appétits yankees, l'Orient ne fut pas en reste. À peine arrivé à Lima, accompagné de... son attaché militaire, l'ambassadeur Poindexter (1923-1928) entreprit un voyage de trois mois dans la région amazonienne, se rendant à Iquitos par P^{to} Bermudez et l'Ucayali, revenant à Lima par le Marañón, Chachapoyas et Cajamarca. Il put se rendre compte « des ressources de ces régions encore peu connues et dont les Péruviens de la côte célèbrent constamment les merveilles sans les avoir visitées » (Bâtie, 11 XII 1923, MAE). Poindexter passa par la concession Tomenotti, que l'Italien prétendait coloniser avec des Étasuniens de l'ouest. Mais déjà 70% des immigrants étaient partis, ceux restés n'avaient défriché que 50 hectares, et ne savaient comment exporter le coton récolté. C'était surtout que « l'Orient péruvien contient d'immenses ressources » et il devait être

« prochainement exploré par des prospecteurs américains ». Pour le Français, Poindexter n'était possiblement venu que pour se rendre compte et voir « ce qu'il pourrait faire pour les aider dans leur mission ». Les Péruviens espéraient qu'un rapport dithyrambique de la part de l'Étasunien fût la meilleure publicité pour ce pays « plein de richesse inexploitées ». La fin de l'occupation capitaliste britannique laissait la place aux Yankees. L'Orient restait un Eldorado convoité.

49. Pendant ces années, dans une atmosphère de complots (réels ou inventés) qui justifient la domination et la répression gouvernementale, apparaissent des révoltes ouvrières, urbaines, donc plus dangereuses pour l'État et ses classes dominantes. Dans ces conditions, les troubles indigènes paraissent lointains, secondaires. Les mêmes conséquences d'une lutte des classes désordonnée se centrant sur les commerçants vus comme des accapareurs rendant la vie difficile, se manifestent au Callao comme à Iquitos.
50. On remarque l'évolution du regard des représentants français qui passent, au fur et à mesure de l'actualité, de l'ignorance voire de la négation des événements, à une prise de conscience des réalités d'exploitation anthropologique et sociale.
51. La fin de la Grande Guerre accélère les contradictions qui conduisent au remplacement de la domination britannique par l'étasunienne. Peut-être un début de réponse à la lancinante question : *¿Y cuándo se j... el Perú, hermana?*

Bibliographie

CAD, Nantes, Lima, Politique extérieure, Pérou 53, janvier 1912-décembre 1922, 367PO/1/53.

Jusserand, 9 X 1919, n° 667, Washington, 9 octobre 1919, signé Jusserand. Il ajoutait qu'à l'avenir ces contrées « suivraient les États-Unis comme les satellites suivent une planète ».

Portes, 16 II 1913, 1, s. n°, des Portes à Jonnart, « Révolution mexicaine », 16 février 1913.

____, 12 I 1913, 2, Des Portes de la Fosse à Poincaré, 12 janvier 1913, sans n^o, p. 4.

Manuscrit, n^o 31, voyage du Nonce dans le sud du Pérou, 25 avril 1922.

Jusserand, 24 IV 1913, Ambassade de France aux États-Unis, Washington 24 mai 1913, signé Jusserand qui parle de l'intérêt de cette publication pour connaître « les relations de plus en plus étroites [...] entre les États-Unis et les Républiques latines »,

____, 25 IV [1913] : Manuscrit, lettre à Jusserand, ambassadeur de France aux États-Unis, [Lima] 25 avril [1913], « L'esclavage au Pérou », p. 1.

____, 7 III 1913, 2 : [de Jusserand] à Des Portes de la Fosse, Washington 7 mars 1913, n^o 309, « L'esclavage au Pérou », p. 2.

Portes 3 V, 1913 : Des Portes à Pichon, ministre des Affaires étrangères à Paris, Lima 3 mai, 1913.

Portes, 31 VIII 1913 : Des Portes à Pichon, ministre des Affaires étrangères, Paris, 31 août 1913.

Portes, 8 XI 1915, 2 : Des Portes à Pichon, [Lima] 8 novembre 1915, n^o 99, « M. Robert Bacon à Lima », p. 2, 367PO/1-53

Portes, 26 X 1913, 2 : Des Portes à Pichon, ministre, Paris, 26 octobre 1913, p. 2.

MAE, Courneuve, 1918-1940, CPP, Pérou 6, Affaires diverses, Question sociale, 1926-1936, 101RC/6.

De Dejean de la Bâtie à Poincaré, Lima 30 mai 1923, n^o 22, f^o 154 r^o/v^o et f^o 155 r^o.

____, 5 IX 1921, f^o 85 v^o : Dejean de la Bâtie à Briand, Lima 5 septembre 1921, Confidentiel, n^o 65, « situation politique après les fêtes du Centenaire », f^o 85 v^o.

Ribot, 5 VI 1919 : Ribot à Pichon, Lima 5 juin 1919, n^o 20, « situation intérieure, agitation socialiste », f^o 30 r^o à f^o 32 v^o.

A. DE LA LLOSA, « De l'Éden amazonien au jardin du diable... »

Dejean, 5 IX 1921 : Dejean à Briand, Lima 5 septembre 1921, n° 65, « situation politique après le centenaire », 'confidentiel', f° 85 à 86 b.

La Bâtie, 14 IX 1921 : La Bâtie à Briand, Lima 14 septembre 1921, n° 66, « soulèvement à Iquitos », f° 88 r°- 89 r°.

Dejean, 14 X 1921 : De Dejean à Briand, Lima, 14 octobre 1921, n° 78, f° 96r°-v°,

____, 7 XI 1921 : De Dejean à Briand, Lima, 7 novembre 1921, n° 84, f° 99r° à 100 r°.

La Bâtie, 23 XI 1921 : Télégramme n° 87, Lima 23 novembre 1921, signé La Bâtie.

Dejean, 9 I 1922 : De Dejean de la Bâtie à Briand, Lima, 9 janvier 1922, n° 1, f° 111 r°/v°,

____, 20 III 1922 : De Dejean de la Bâtie à Poincaré, Lima, 20 mars 1922, n° 29, f° 113 r°/v°.

rapport consul Iquitos, II 1922 : rapport du consul de France à Iquitos, février 1922, 7 pages.

Sarre, 30 XI 1921 : De Paul Sarre, consul de France au Costa Rica et Nicaragua au ministre des Affaires étrangères à Paris, San José 30 novembre 1921, n° 261.

Dejean, 4 IV 1922 : De Dejean de la Bâtie à Poincaré, Lima, 4 avril 1922, n° 35, f° 114 r°/v°.

____, 23 VIII 1922 : De Dejean de la Bâtie à Poincaré, Lima, 23 août 1922, n° 67, f° 134 r°/v° et f° 135 r°.

____, 7 X 1921 : De Dejean de la Bâtie à Poincaré, Lima, 7 octobre 1921, n° 75, f° 94 r°-95v°, 101RC/6

Bâtie 11 XII 1923 : De la Bâtie au président du Conseil, Lima 11 décembre 1923, n° 54, 2 p.

Presse

El Comercio (Lima), Iquitos, 7 août 1921, « El movimiento de Iquitos », signé El Comité.

El Tiempo (Lima), 5 septembre 1921, « La tragedia indígena ».

The London Gazette Official Public Record, (London), October 6, 1911, n° 28539, p. 7306. <https://tinyurl.com/ye248yvc>

Livres

United States [1913]. Dept. of State., Paredes, R., Eberhardt, C. C., Fuller, S. J., Knox, p. C. (Philander Chase), United States. Consulate. Iquitos, p. (1913). *Slavery in Peru: Message from the President of the United States, transmitting report of the secretary of state, with accompanying papers, concerning the alleged existence of slavery in Peru...* Washington: Govt. print. off.

HARDENBURG Walter Ernst (1912), *The Putumayo, The Devil's Paradise*, London, Fisher Unwin.

HURTADO POZO José (1987), *Manual de Derecho Penal*, Lima EDDILI, 2^a Edición.

PENNANO Guido (1988), *Economía del caucho*, Iquitos, CETA.

REY de CASTRO (1913), *Los escándalos del Putumayo, Carta abierta a Mr Geo Michell, Consul de SMB*, Barcelona, Imp. V^{da} de Luis Tasso.

ZUMAETA Pablo, ARANA Julio César (1913), *Las cuestiones del Putumayo*, Barcelona, Viuda de Luis Tasso, 69 p.